

Accord collectif
**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE
POUR LES SALARIÉS NON CADRES
DES EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLY CULTURE,
DE CULTURES SPÉCIALISÉES, D'ÉLEVAGE,
D'ÉLEVAGES SPÉCIALISÉS ET DES CUMA
(Corrèze)
(11 décembre 2009)**

AVENANT N° 2 DU 10 DÉCEMBRE 2012
À L'ACCORD DU 11 DÉCEMBRE 2009 RELATIF À LA PRÉVOYANCE
NOR : AGRS1397057M

Entre :

La fédération départementale des syndicats des exploitants agricoles de la Corrèze ;

La fédération départementale des CUMA de la Corrèze ;

Le syndicat des maraîchers, horticulteurs et pépiniéristes de la Corrèze,

D'une part, et

Le SGA CFDT de la Corrèze ;

La FGTA FO de la Corrèze ;

La CFTC-Agri de la Corrèze ;

Le SNCEA CFE-CGC de la Corrèze,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 7.2 de l'accord intitulé « Taux de cotisations et répartitions » est modifié comme suit :

« Article 7.2

Taux de cotisations et répartitions

Pour tous les employeurs et les salariés, le taux global d'appel des cotisations, comprenant l'assurance du versement des cotisations sociales dues par l'employeur sur les indemnités journalières complémentaires et l'assurance du versement du maintien de salaire, destinées au financement des garanties définies à l'article 5, est ainsi fixé :

- au premier jour pour la garantie décès ;
- et après 6 mois d'ancienneté dans l'entreprise pour les autres garanties ou en cas de transfert de droits acquis faisant suite à une nouvelle embauche intervenant au plus dans les 4 mois qui suivent la fin du contrat de travail du salarié.

La cotisation s'établit à 2,61 % du salaire brut, tranches A et B.

Ce taux global est réparti comme suit :

- part employeur : 1,45 % du salaire brut (dont 0,32 % du salaire brut appelé dès le premier jour pour la garantie décès) ;
- part salarié : 1,16 % du salaire brut (dont 0,08 % du salaire brut appelé dès le premier jour pour la garantie décès).

Détail des cotisations par garantie
et répartition entre employeur et salarié

GARANTIES CONVENTIONNELLES	CONDITION d'ancienneté	COÛT GLOBAL en % SR	PART employeur	PART salarié
Incapacité temporaire de travail (dont 0,71 % minimum par l'employeur pour la garantie maintien de salaire, non soumise à CSG-CRDS) (*)	6 mois calculés sur les 12 derniers mois	1,59 %	0,71 %	0,88 %
Incapacité permanente professionnelle et invalidité de catégories 2 et 3	6 mois calculés sur les 12 derniers mois	0,35 %	0,15 %	0,20 %
Décès : capital, rente et frais d'obsèques	Sans condition d'ancienneté	0,40 %	0,32 %	0,08 %
Assurances charges sociales patronales (non soumise à CSG-CRDS)	–	0,27 %	0,27 %	–
Total	–	2,61 %	1,45 %	1,16 %
<p>(*) La cotisation de 0,71 %, destinée à la couverture de l'intégralité des risques accidents du travail et maladie professionnelle et à la couverture résultant de l'article L. 1226-1 du code du travail en cas de maladie ou d'accident de la vie privée, et la cotisation de 0,27 %, relative à l'assurance des cotisations sociales dues par l'employeur, sont financées exclusivement par l'employeur.</p> <p>La cotisation de 0,88 % destinée à la couverture de la garantie conventionnelle incapacité temporaire de travail est financée exclusivement par le salarié.</p> <p>Les cotisations à la charge du salarié sont déduites par l'employeur sur le bulletin de salaire sous une rubrique « Prévoyance » distincte des cotisations sociales obligatoires.</p>				

En raison des dispositions légales sur la réforme des retraites, il est inclus une cotisation exceptionnelle et temporaire pendant 36 mois à compter du premier jour du trimestre civil qui suit la publication de l'arrêté d'extension du présent avenant au *Journal officiel* de 0,08 %, répartie comme suit :

- part employeur : 0,02 % du salaire brut ;
- part salarié : 0,06 % du salaire brut. »

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui prendra effet au premier jour du trimestre civil qui suit la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Tulle, le 10 décembre 2012.

(Suivent les signatures.)